

## Centrafrique : La force africaine hausse le ton. Des pourparlers en vue

Arrib News, 02/01/2013

Source AFPLa Force multinationale d'Afrique centrale (Fomac) d'oplye en Centrafrique a clairement prvenu mercredi la rebellion que toute tentative de marcher sur Bangui serait considree comme « une dclaration de guerre », un avertissement que les rebelles, qui ne font plus mouvement, semblent prendre au srieux. Aprs avoir enlev plusieurs villes du nord et du centre depuis le 10 dembre face a une arme centrafricaine (Faca) incapable de lui rsister, la rebellion du SICA campe a Sibut, a 160 km au Nord de la capitale centrafricaine. Dans sa ligne de mire dclarée, la ville de Damara, dernier verrou a 75 km de Bangui est positionnée la Fomac, qui s'est renforcée ces derniers jours. « Nous ne cderons pas Damara, que ce soit clair. Si les rebelles attaquent Damara, c'est une dclaration de guerre, cela veut dire qu'ils ont pris la rsolution d'engager les 10 Etats d'Afrique centrale. Je ne pense pas sincrrement qu'ils en arriveront l », a dclaré mercredi matin la presse Bangui le gnral Jean-François Akaga, chef de la Fomac. Les effectifs de la Fomac, dont le gros des troupes est tchadien, devraient atteindre 760 hommes a la fin de la semaine, selon une source au sein de la Fomac. A ces effectifs, s'ajoutent 600 soldats envoyés par la France, l'ancienne puissance coloniale pour officiellement protger et, ventuellement, vacuer ses ressortissants. Le chef de l'Etat tchadien, Idriss Dby Itno, prsident en exercice de la Communaut Economique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et alli du prsident Boziz, qu'il a aid a prendre le pouvoir en 2003, avait dj prvenu lundi que Damara constituait "une ligne rouge a ne franchir par aucune des deux parties". Les troupes tchadiennes sont officiellement dployes dans le cadre de la Fomac, mise en place en 2008 pour aider a la stabilisation du pays, et qui tait dans un processus de retrait dfinitif au moment du dbut de l'offensive rebelle. « Bangui militairement est protgée », a assuré le gnral Akaga, raffirmant que la Fomac s'interposait pour empcher une reprise des hostilités alors que le front s'est stabilisé depuis la fin de la semaine dernière. Les pays d'Afrique centrale rclament depuis le 21 dembre la tenue de pourparlers a Libreville, au Gabon, entre le gouvernement et la rebellion. « Nous sommes dans un statu quo. Je pense qu'il y a une volont de part et d'autre d'attendre les ngociations a Libreville », a dit le gnral Akaga. Les rebelles acceptent de ngocier Les rebelles centrafricains ont annonc mercredi qu'ils suspendaient leur progression et acceptaient des pourparlers de paix avec le gouvernement centrafricain, qui pourraient commencer le 8 janvier a Libreville. « Je confirme que nous avons dcid de suspendre l'offensive en direction de Bangui et nous allons envoyer une dclaration au Gabon en vue de participer aux pourparlers de paix », a dclaré le porte-parole de la coalition rebelle du SICA, Eric Massi. « Normalement, ces ngociations doivent avoir lieu le 8 janvier a Libreville. Il semblerait que la date du 8 janvier soit confirmée », a indiqu mercredi une source diplomatique. Le prsident congolais Denis Sassou Nguesso dirigera ces pourparlers en qualit de prsident du comit de suivi charg de faciliter le dialogue entre les parties en conflit en Rpublique centrafricaine, a ajout la source. Le porte-parole du SICA a rappelé que les rebelles exigeaient le dpart du pouvoir du prsident centrafricain François Boziz. « Le dpart du prsident Boziz reste toujours pour nous une exigence parce que nous mettons en doute sa sncrité », a-t-il dclaré. François Boziz s'est, lui, dclaré prt a un dialogue sans condition en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Au sein de l'opposition centrafricaine, des voix commencent a s'élever pour être associées aux pourparlers. « Je suis en faveur de pourparlers a Libreville, mais j'exige que tous les partis centrafricains soient associés », a dclaré Nelson Ndjadder, coordonnateur et dclateur de la Convention patriotique pour le salut wa kodro (CPSK), une composante minoritaire de la rebellion.